Le nouvel ordre commercial

Roger E. Khayat

For English For Arabic

On sait qu'il y a une limite à la tension que peut supporter un matériau avant de rompre. Une communauté également. Le plus étonnant est que cette tension qui détruit les édifices est le plus souvent occulte. Parfois même on ne lui trouve que des qualités avant l'éclatement de la crise.

Jusqu'à dernièrement le monde se félicitait de l'ouverture économique qui avait passé la complémentarité de l'échelle nationale étriquée à l'échelle mondiale multipliant la disponibilité des ressources économiques et décuplant les possibilités des économies d'échelle et du progrès technique.

Le grand ordonnateur de ce système était l'OMC (l'Organisation Mondiale du Commerce) qui usait très peu de son pouvoir pour redresser les torts qui ont eu lieu et pour écouter les critiques fondées des nations lésées par le système, particulièrement les pays en voie de développement.

L'ouverture en force

Alors que le monde sortait disloqué de la seconde guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique, distantes du conflit, devaient doubler leur appareil industriel pour combler le déficit de production des alliés et leur fournir le matériel militaire complémentaire.

La paix revenue leur industrie civile était intacte et prospère et l'industrie militaire se convertissait en fonction du marché. L'ouverture économique était

la manne qui devait propulser les États-Unis à la tête du monde. Ce fut le GATT (Accord Général sur les Tarifs et le Commerce)[1].

En 1947 les alliés à la merci du plan Marshall[2] n'avaient rien à refuser aux Etats Unis.

Ces derniers inondaient le marché de produits manufacturés et prenaient en retour des matières premières et des produits de base. Il n'a pas fallu plus de 10 ans à l'industrie européenne pour renaître de ses centres cendres et bénéficier du système.

Les prémices d'un désaccord

Quand le GATT a cédé la place à l'OMC en 1995 déjà 123 pays étaient membres. Il n'a fallu pas moins de 8 cycles pour les rassembler. La majorité des états émergents privilégiaient l'amitié des E.U. et de l'Europe à leur intérêt économique. Ceci quand ils avaient encore le choix.

On ne peut pas dire que les PVD n'étaient pas conscients du chômage qui s'en suivait du déficit du commerce extérieur et/ou de l'échange systématique des denrées de base contre des produits manufacturés. Tous les cycles ont connu une protestation des syndicats du tiers monde. Particulièrement les cycles Kennedy (1964-67), Tokyo (73-79) et Uruguay (86-94) ont connu une opposition virulente qui a été totalement ignorée.

Ironie du sort, il a fallu que le tort touche les E.U. pour remettre en question la sacro-sainte ouverture. Le déficit des E.U. a atteint un trillion de dollars en 2024 et annonçait un trillion et demi pour 2025 si le pays n'allait pas prendre de mesures.

On peut être à bon droit critique du style du Président Trump, néanmoins nous savons que les E.U. veulent à tout prix rétablir l'équilibre de leurs paiements extérieurs, et pour cela : ramener les barrières douanières, limiter les dépenses publiques et garder la parité du dollar plutôt faible.

[1] General Agreement on Tariff and Trade
[2] Du nom du Général américain qui a conçu le plan de reconstruction de l'Europe

La preuve c'est qu'après avoir déclaré des droits de douane exorbitants les E.U. négocient sur des bases beaucoup plus modérées mais qui doivent leur permettre d'améliorer nettement l'équilibre général des échanges. D'ailleurs la cause invoquée pour amorcer la protection fut la compensation des charges que subissaient les produits américains à l'extérieur.

On peut déplorer la dramatisation des échanges extérieurs de la part des E.U., il faut avouer que l'OMC ne fut jamais suffisamment réactive à vis-à-vis du tort que subissait certaines nations. Pire le système admettait des déficits graves et permanents alors que les pays excédentaires étaient fortement campés sur leur position.

L'avenir de l'OMC

On a vu que l'ouverture économique représente un avantage énorme pour l'ensemble du monde lié à l'optimisation des ressources, aux économies d'échelle et aux avantages comparatifs. Mais en parallèle sur le plan national l'optimum est assuré par le plein emploi. La plupart des nations estiment leur chômage frictionnel à 4%. Ce taux est réalisable quand la balance commerciale est équilibrée.

Ainsi l'optimum national absolu est réalisé par l'ouverture de l'économie et l'équilibre des échanges extérieurs. Il est naturel que les pays gravement touchés par le déficit extérieur, et encourant de ce fait un chômage élevé, perdent plus d'avantages en termes de croissance du fait du chômage qu'ils n'en gagnent par l'ouverture.

On peut dire par le passé que l'OMC a failli de ce fait à son rôle. Evidemment les nombreux pays émergents qui ont vu leur croissance bloquée par le déficit extérieur et le sous-emploi conséquent n'ont pas pesé dans la balance ; il a fallu que la réaction salutaire vienne des E.U.

Ici le problème se complique car les E.U. ne souffrent depuis longtemps d'aucun chômage. Le chiffre est constamment autour de 4% qui est un taux frictionnel minimum pour une économie en rapide évolution et où les métiers varient à un rythme inconnu.

Il est certain que l'usage des monnaies nationales à l'extérieur des majors du BRICS et les velléités de monnaie alternative au dollar ont dévoilé les risques

du déficit et provoqué le chambardement que nous connaissons dans le commerce international.

Avec l'ensemble des mesures prises, un marché porteur serait propice à l'investissement et permettrait d'affronter facilement les premières échéances de la dette permettant aux E.U. d'élaborer un nouveau rapport Dette/PIB pour une meilleure gestion de la politique monétaire.

L'OMC pourrait être, à la satisfaction unanime, le gardien de cet équilibre. Un droit compensatoire serait autorisé aux nations endurant un déficit de plus de 15% deux trimestres consécutifs. Les nations qui se permettraient une protection de leur propre chef se verraient sanctionnées par une protection coercitive à l'encontre de leurs exportations par l'ensemble des nations.

The New Trade Order

We know that there is a limit to the tension a material can withstand before breaking. A community is no different. The most surprising aspect is that this tension, which destroys structures, is often hidden. Sometimes, it is even regarded positively—until the crisis erupts.

Until recently, the world celebrated economic openness, which had expanded complementarity from the narrow national scale to the global level, multiplying the availability of economic resources and greatly increasing the potential for economies of scale and technological progress.

The great orchestrator of this system was the World Trade Organization (WTO), which rarely used its power to correct injustice — because there were many — or to listen to the justified criticism of nations disadvantaged by the system, especially developing countries.

Openness by Force

As the world emerged fragmented from World War II, the United States, distant from the conflict, had to double its industrial capacity to make up for the production deficit of the Allies and supply them with additional military equipment.

Once peace returned, its civilian industry remained intact and prosperous, while its military industry adapted to market needs. Economic openness was the opportunity that would propel the United States to global leadership. This was the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT).

In 1947, the Allies, heavily dependent on the Marshall Plan, had little choice but to accept the United States' terms.

The U.S. flooded the market with manufactured goods, in exchange for raw materials and basic products. It took less than ten years for European industry to rise from its ruins and benefit from the system.

The Early Signs of Disagreement

When the GATT gave way to the WTO in 1995, 123 countries had already become members. It took no less than eight rounds to bring them together. Most emerging nations prioritized friendship with the U.S. and Europe over their own economic interests—at least when they still had a choice.

It cannot be said that developing countries were unaware of the unemployment resulting from trade deficits and/or the systematic trade of basic goods for manufactured products. Every round saw protests from Third World unions. The Kennedy (1964-67), Tokyo (1973-79), and Uruguay (1986-94) rounds, in particular, faced fierce opposition that was completely ignored.

Ironically, it took the damage reaching the U.S. for the sacred principle of economic openness to be questioned. The U.S. deficit reached one trillion dollars in 2024 and was projected to hit 1.5 trillion in 2025 unless corrective measures were taken.

Criticism of President Trump's style is legitimate, but it is clear that the U.S. is aiming to restore its external balance of payments by reintroducing trade barriers, reducing public spending, and keeping the dollar exchange rate relatively low.

Proof of this lies in the fact that, after announcing exorbitant tariffs, the U.S. entered negotiations on much more moderate terms, aimed at significantly improving the overall balance of trade. The justification for initiating protectionist measures was the need to compensate for the costs borne by American products abroad.

While the dramatic portrayal of foreign trade by the U.S. can be criticized, it must be admitted that the WTO was never sufficiently responsive to the grievances of certain nations. Worse still, the system tolerated severe and persistent trade deficits, while surplus nations remained firmly entrenched in their positions.

The Future of the WTO

Economic openness provides tremendous advantages for the world as a whole—through resource optimization, economies of scale, and comparative advantages. However, at the national level, economic efficiency is primarily ensured by full employment. Most nations estimate frictional unemployment at around 4%, a rate achievable when trade balances are stable.

Thus, absolute national efficiency is achieved when economic openness is combined with balanced external trade. It is natural for countries suffering from severe trade deficits—and consequently high unemployment—to lose more in terms of growth due to job losses than they gain from openness.

Arguably, the WTO failed in this regard. Emerging countries, whose growth was hampered by trade deficits and resulting underemployment, lacked sufficient leverage in the system; it took a corrective response from the United States to bring about change.

Here, the problem becomes more complex, as the U.S. has not suffered from unemployment for a long time. The rate has consistently hovered around 4%, which is a minimal frictional level for a rapidly evolving economy with constantly shifting job sectors.

The use of national currencies outside the BRICS majors and the push for an alternative to the dollar exposed the risks of deficits and triggered the upheaval we now witness in international trade.

With the measures taken, a thriving market would encourage investment, helping to manage the early debt milestones and allowing the U.S. to develop a new debt-to-GDP ratio for better monetary policy management.

The WTO could, to the satisfaction of all, act as the guardian of this balance. A compensatory tariff could be authorized for nations experiencing deficits of more than 15% over two consecutive quarters. Countries imposing protectionist measures unilaterally could be sanctioned by collective trade barriers against their exports.

النظام التجاري الجديد

نعلم أن هناك حدًا للتوتر الذي يمكن أن تتحمله أي مادة قبل أن تنكسر؛ وينطبق ذلك على المجتمع. والمثير للدهشة أن هذا التوتر الذي يدمر الهياكل غالبًا ما يكون غير مرئي؛ وفي بعض الأحيان، يُنظر إليه على أنه ميزة حتى تحدث الأزمة.

حتى وقت قريب، كان العالم يحتفي بالانفتاح الاقتصادي الذي وسّع التكامل من النطاق الوطني الضيق إلى المستوى العالمي، مما زاد من توفر الموارد الاقتصادية وعزز بشكل كبير إمكانات اقتصاديات الحجم والتقدم التكنولوجي.

كان المنظم الرئيسي لهذا النظام هو منظمة التجارة العالمية (WTO) ، التي نادرًا ما استخدمت سلطتها لتصحيح الأخطاء، علما أن هناك أخطاء جسيمة رافقت ممارسة الانفتاح، و/أو للاستماع إلى الانتقادات المشروعة للدول المتضررة من هذا النظام، وخاصة الدول النامية.

الانفتاح الاقتصادي القسري

اثناء الحرب العالمية الثانية و بالاخص عندما خرج العالم مبعثرا من الحرب، كانت الولايات المتحدة، التي لم تتأثر بالقتال، بحاجة إلى مضاعفة قدرتها الصناعية لتعويض العجز في إنتاج الحلفاء وتزويدهم بالاحتياجات المدنية والمعدات العسكرية.

وبمجرد انتهاء الحرب، ظلت صناعتها المدنية سليمة ومزدهرة، بينما تكيفت صناعتها العسكرية مع احتياجات السوق. وكان الانفتاح الاقتصادي هو الفرصة التي دفعت الولايات المتحدة إلى قيادة العالم، وذلك من خلال الاتفاق العام حول التعريفات الجمركية والتجارة (GATT) .

في عام 1947، كان الحلفاء يعتمدون على خطة مارشال للتعافي، وبالتالي لم يتمكنوا من رفض أي شيء للولايات المتحدة.

أغرقت الولايات المتحدة الأسواق بالبضائع المصنعة، في مقابل المواد الخام والمنتجات الأساسية. ولم يستغرق الأمر سوى أقل من عشر سنوات حتى تنهض الصناعة الأوروبية من رمادها وتستفيد من هذا النظام بدورها.

بوادر الخلاف

عندما حلت منظمة التجارة العالمية (WTO) محل ال GATT في عام 1995، كان هناك بالفعل 123 دولة عضو. استغرق الأمر ما لا يقل عن ثماني جولات لجمعهم معًا.

فضلت غالبية الدول الناشئة الصداقة مع الولايات المتحدة وأوروبا على مصالحها الاقتصادية، على الأقل عندما كانت لديهم حرية الاختيار.

لا يمكن القول إن البلدان النامية لم تكن على علم بالبطالة الناجمة عن عجزها التجاري و/أو تبادل المواد الخام بالسلع المصنعة. فقد شهدت جميع الجولات احتجاجات من النقابات في العالم الثالث، وخاصة في جولات كينيدي (1964-67)، طوكيو (1973-79)، وأوروجواي(1986-94) ، التي واجهت معارضة شرسة ولكن تم تجاهلها تمامًا من قبل الساطات.

ومن المفارقات أن إعادة النظر في قدسية الانفتاح الاقتصادي لم تحدث إلا عندما بدأت الولايات المتحدة نفسها تتضرر. فقد وصل العجز الأمريكي إلى تريليون دولار عام 2024 وكان من المتوقع أن يصل إلى 1.5 تريليون دولار في العام 2025 إذا لم تتخذ البلاد تدابير احترازية.

يمكن انتقاد أسلوب الرئيس ترامب، لكن من الواضح أن الولايات المتحدة تسعى جاهدة لاستعادة التوازن في مدفوعاتها الخارجية ، عن طريق إعادة فرض الحواجز الجمركية ، والحد من الإنفاق العام ، والإبقاء على سعر الصرف منخفضًا نسبيًا للدولار.

والدليل على ذلك أنه بعد فرض تعريفات جمركية باهظة، دخلت الولايات المتحدة في مفاوضات بشروط أكثر اعتدالًا تهدف إلى تحسين التوازن العام للتجارة بشكل كبير. وكانت الحجة المقدمة لتبرير هذه الحماية الاقتصادية هي تعويض التكاليف التي تتكبدها المنتجات الأمريكية في الخارج.

يمكن انتقاد الدراماتيكية التي تبنتها الولايات المتحدة في تصوير تجارتها الخارجية، ولكن يجب الاعتراف بأن منظمة التجارة العالمية (WTO) لم تكن أبدًا وافية ابدا في معالجة شكاوى الدول المتضررة من النظام . والأسوأ من ذلك، أن النظام سمح بعجز تجاري شديد ومستمر، في حين أن الدول ذات الفائض ظلت متمسكة بمواقعها بشدة.

مستقبل منظمة التجارة العالمية

لقد رأينا أن الانفتاح الاقتصادي يوفر مزايا هائلة للعالم ، من خلال تحسين الموارد، واقتصاديات الحجم، والمزايا النسبية . ومع ذلك، على المستوى الوطني، فإن الكفاءة الاقتصادية تتحقق في المقام الأول عندما يتم توظيف عوامل الانتاج بشكل كامل.

تقدر معظم الدول معدل البطالة الاحتكاكية بحوالي 4 بالمئة، وهو معدل يمكن تحقيقه عندما يكون الميزان التجاري متوازنًا.

وبالتالي، فإن الكفاءة الوطنية المطلقة تتحقق عندما يقترن الانفتاح الاقتصادي بتوازن التجارة الخارجية. ومن الطبيعي أن تخسر البلدان التي تعاني من عجز تجاري خطير المزيد من حيث النمو بسبب البطالة مقارنة بما تكسبه من حيث الانفتاح.

يمكن القول إن منظمة التجارة العالمية أخفقت في أداء دورها بهذا الخصوص. لم يكن للدول الناشئة، التي تعطّل نموها بسبب العجز التجاري ونقص العمالة، تأثير قوي داخل النظام، وكان من حظها أن يأتي التصحيح من الولايات المتحدة.

وهنا تزداد الأمور تعقيدًا، لأن الولايات المتحدة لم تعانِ من البطالة منذ فترة طويلة . فقد ظل المعدل ثابتًا عند 4 بالمئة تقريبًا، وهو الحد الأدنى للاحتكاك الاقتصادي في بلد ذي اقتصاد سريع النمو حيث تتغير الوظائف والمجالات بشكل غير مسبوق.

كشف استخدام العملات الوطنية خارج الدول الكبرى في BRICS، والسعي إلى بدائل للدولار، عن مخاطر العجز التجاري في الولايات المتحدة وأدى إلى الاضطرابات التي نشهدها اليوم في التجارة العالمية.

وبفضل التدابير المتخذة، فإن السوق النشطة قد تساعد في تحفيز الاستثمار، وتسمح للولايات المتحدة بإنشاء نسبة جديدة للدين إلى الناتج المحلي الإجمالي تطمئن السوق الدولية وتسمح بإدارة السياسة النقدية بشكل أفضل.

يمكن لمنظمة التجارة العالمية أن تكون حارسًا لهذا التوازن، مما يرضي جميع الأطراف. والسماح بفرض تعريفات تعويضية الى الدول التي تعاني من عجز يتجاوز (مثلا) 15 بالمئة خلال فصلين متتاليين .أما الدول التي تتبنى إجراءات حماية تجارية من تلقاء نفسها، فيمكن أن تواجه عقوبات جماعية من خلال رسوم مرتفعة تفرض ضد صادراتها.